



# Conseil de sécurité

## CS/10957

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Conseil de sécurité**  
6940<sup>e</sup> séance – matin

**CONSEIL DE SÉCURITÉ: LE COORDONNATEUR SPÉCIAL POUR LE PROCESSUS  
DE PAIX AU MOYEN-ORIENT ESTIME QU'IL Y A UNE OUVERTURE POUR  
UNE INITIATIVE POLITIQUE IMPORTANTE**

**L'ONU est engagée et prête à jouer son rôle pour forger les conditions  
d'un retour des parties à des négociations significatives, déclare Robert Serry**

Le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, a estimé, ce matin devant le Conseil de sécurité, qu'il existait aujourd'hui une « ouverture pour développer une initiative politique sérieuse et importante en vue de parvenir à une solution négociée à deux États », laquelle « servira au mieux les intérêts, les droits et les aspirations des Israéliens et des Palestiniens ».

« Les mois à venir ne seront pas faciles », a déclaré M. Serry, qui présentait l'exposé mensuel du Secrétariat sur la situation au Moyen-Orient.

« Les deux parties doivent faire montre de volonté politique et de détermination à faire des progrès, une action concertée de la communauté internationale, y compris de la région, étant nécessaire pour appuyer leurs efforts », a-t-il ajouté, assurant que l'ONU était « engagée à jouer son rôle pour forger les conditions d'un retour à des négociations significatives au cours de la période à venir ».

« Tandis que les peuples du Moyen-Orient font face à une période de défis et de turbulences extraordinaires, l'établissement de bases nécessaires à un processus de paix israélo-palestinien crédible reste une priorité essentielle pour les Nations Unies », a souligné le Coordonnateur spécial.

Selon M. Serry, la visite dans la région, la semaine dernière, du Président des États-Unis, M. Barack Obama, constitue une « occasion importante pour revitaliser les efforts vers une solution à deux États ».

Il a précisé que M. Obama avait rencontré les dirigeants des deux parties, ainsi que le Roi Abdallah II de Jordanie, « au centre des initiatives de dialogue des dernières années ». Dans son sillage, le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, s'est entretenu avec le Président palestinien, M. Mahmoud Abbas, à Amman, avant de se rendre à Jérusalem pour y rencontrer le Premier Ministre israélien, M. Benyamin Netanyahu.

M. Serry a déclaré que l'ONU se félicitait de la poursuite de l'engagement américain en faveur du processus de paix, appréciant que M. Obama ait « fortement réaffirmé » la position des États-Unis, en faveur de la solution à deux États, exprimée dans son discours du 21 mars. Le Président des États-Unis a jugé cette solution « nécessaire, juste et possible » et a appelé à l'établissement d'un « État indépendant et viable de Palestine », tout en soulignant le « droit des Israéliens à insister sur leur sécurité ».

« Le Président des États-Unis, a ajouté Robert Serry, a également rappelé qu'il avait déjà proposé des principes concernant les questions du territoire et de la sécurité, dont il pense qu'ils sont susceptibles de servir de base à des négociations ». M. Obama a en outre invité les États arabes à prendre des mesures en vue de la normalisation de leurs relations avec Israël, a constaté M. Serry.

Un autre « signal d'espoir », selon le Coordonnateur spécial, est le fait, salué le 22 mars par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, que les Gouvernements d'Israël et de la Turquie aient convenu de rétablir des relations normales entre leurs deux pays.

M. Serry a expliqué que le Premier Ministre israélien Netanyahu, dont la composition du Gouvernement a été confirmée par la Knesset le 18 mars, et le Président palestinien Abbas avaient « réaffirmé leur attachement

à la solution à deux États, seul espoir d'avenir pour les Israéliens et les Palestiniens, alors qu'indéniablement ils divergent sur les modalités et la façon d'y parvenir ».

« Il incombe aux Nations Unies et à la communauté internationale, de les aider à combler ces différences », a-t-il dit. « Il est maintenant temps pour nous tous de nous rassembler pour une action concertée et de soutenir une initiative internationale sérieuse, y compris grâce à un Quatuor revitalisé qui engage plus largement les partenaires arabes et régionaux, et les autres parties prenantes clefs », a déclaré Robert Serry.

M. Serry a dit néanmoins craindre que cette ouverture ne dure pas « si la situation volatile prévalant sur le terrain n'est pas traitée d'urgence ». « Les deux parties devraient prendre des mesures constructives et œuvrer à inverser les tendances négatives », a-t-il ajouté.

Le Coordonnateur spécial est ainsi revenu sur les violences qui ont lieu sur le terrain au cours du mois écoulé, et qui se sont maintenues à des « niveaux et des taux élevés ». M. Serry s'est aussi dit préoccupé par la situation des prisonniers palestiniens détenus en Israël.

« L'ONU réitère que les personnes placées en détention administrative sans inculpation doivent faire l'objet de procédures judiciaires conformes aux normes internationales ou être immédiatement libérées », a-t-il affirmé, rappelant également l'importance du plein respect, par toutes les parties, de l'accord conclu le 14 mai 2012.

À Gaza, a-t-il poursuivi, la période considérée a connu un « sérieux revers dans la mise en œuvre du cessez-le feu négocié le 21 novembre » avec, le 21 mars, des tirs de roquettes en direction d'Israël. En guise de représailles, Israël a annulé l'extension de la limite de pêche imposée aux pêcheurs de la bande de Gaza, la ramenant à trois miles nautiques, et a restreint la circulation des Palestiniens dans et en dehors de la bande de Gaza, et a fermé le point de passage de Kerem Shalom.

M. Serry a également évoqué la situation en Syrie, qui « continue de se détériorer ». « La quête par les deux parties au conflit d'une victoire militaire et leur mépris total pour la vie et la protection des civils sont très préoccupants pour les Nations Unies », a-t-il déclaré. Comme l'a dit le Secrétaire général à maintes reprises, les chances d'une issue en Syrie demeureront minces et même impossibles tant que les parties ne renonceront pas à la violence pour s'engager vers une solution politique », a-t-il rappelé.

Il a estimé qu'une « position consensuelle de la communauté internationale et une position commune du Conseil de sécurité » étaient essentielles pour un règlement politique en Syrie. Le Représentant spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, M. Lakhdar Brahimi, « travaille sans relâche pour atteindre cet objectif » et compte sur « l'unité du Conseil de sécurité et un soutien significatif aux efforts qu'il déploie ».

Parallèlement, « l'ONU fait de son mieux pour répondre aux conséquences humanitaires tragiques du conflit, qui, chaque jour, continuent de croître de façon spectaculaire », a ajouté M. Serry, précisant que près de 1,2 million de réfugiés en provenance de Syrie tentaient de trouver la sécurité dans les pays voisins.

M. Serry a en outre souligné que, la semaine dernière, le Secrétaire général avait annoncé sa décision de mener une enquête sur l'utilisation présumée d'armes chimiques en Syrie, agissant ainsi à la demande du Gouvernement syrien, puis des Gouvernements de la France et du Royaume-Uni. « Il estime que toutes les allégations doivent être prises au sérieux », a précisé le Coordonnateur spécial.

Au Liban, la démission du Premier Ministre Najib Mikati, survenue le 22 mars, a laissé planer davantage d'incertitudes sur le processus politique à un moment de tensions accrues dans l'ensemble du pays, a poursuivi M. Serry.

Il a indiqué que le Secrétaire général avait appelé toutes les parties au Liban à rester unies derrière le Président, M. Michel Sleiman; à collaborer avec les institutions de l'État; à maintenir le calme et la stabilité; à respecter les principes d'engagement de la Déclaration de Baabda sur le dialogue et la pacification politique; et à soutenir le rôle des Forces armées libanaises dans le maintien de l'unité nationale, de la souveraineté, et de la sécurité du pays.

Enfin, a souligné le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, la situation dans la zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et le long de la Ligne bleue est restée « généralement stable », bien que les violations israéliennes de l'espace aérien libanais se fussent poursuivies « à un niveau élevé ».

\* \* \* \*